

**DIRECTION GENERALE
VILLE ET ENVIRONNEMENT**

DIRECTION ENVIRONNEMENT,
ET TERRITOIRES

Dunkerque, le 3 JUIL 2016

Monsieur Philippe LALART
Directeur DDTM du Nord
DDTM
62 Boulevard de Belfort
CS 90 0007
59 042 LILLE Cedex

Tél. : 03.28.62.72.54.

Nos réf : AT/GG/GB.86

Objet : Avis sur le Projet de PPRL Rives de l'Aa
durant la phase de consultation publique

Affaire suivi par Grégory GALVEZ

Copie à la DDTM Flandres Dunkerque

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de la consultation publique concernant le Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) des rives de l'Aa, je vous prie de bien vouloir trouver en pièce jointe les remarques de la Communauté Urbaine de Dunkerque.

Ces observations viennent compléter celles que je vous avais déjà transmises lors de la phase de travail partenarial et préparatoire entre vos services et les miens.

Dans l'attente de votre réponse, les services communautaires restent à votre entière disposition pour faire progresser ce plan dans les meilleures conditions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Am 05 W...

Chef DT				
Adjoint		Délég. Territoriale Flandres		EEP
Secrét				PCT
RT FI Mar				ADS
RT FI Lys				MIP
Delai		info	S.A.D.	O
	CS	EB	ER	x

22 JUIL. 2016

Le Vice-Président à l'eau
et à l'assainissement

Bertrand RINGOT



**Annexe : remarques et demandes de précisions
sur le projet de règlement du PPRL des Rives de l'Aa
Durant la phase de Consultation Publique**

Remarques : les parties sur lesquels sont faites les remarques ou qui nécessitent des précisions sont en gras

N° de Page	Texte	Remarques
14	<p>I.6 Pièces complémentaires pour demande de permis de construire En vertu de ces dispositions, pour tout projet soumis à permis de construire portant sur une parcelle régie par le présent PPRL, le pétitionnaire doit joindre à sa demande une attestation (pièce PCMI14) d'un architecte ou d'un expert, certifiant que le projet respecte les dispositions réglementaires du PPRL, et notamment qu'il prend en compte les conditions et prescriptions applicables à la zone réglementaire du PPRL dans laquelle le projet se situe.</p>	<p>En cas de travaux, est ce que l'attestation de l'architecte porte uniquement sur la partie en travaux c'est-à-dire sur le projet ou sur la totalité du bien ? Ce point doit être précisé. Qui est légitime pour faire cette attestation ? Tous les architectes ou tous les experts d'un bureau d'étude peuvent-il le faire ?</p>
17	<p>II.1.2. Sont réglementés l'entretien courant du bâti existant, et les opérations de démolition / construction. Les remblais sont interdits, sauf pour la reconstruction d'ouvrages de protection existants en cas de défaillance, et les infrastructures sont réglementées de telle sorte que la transparence hydraulique soit établie. Les aménagements destinés à améliorer l'expansion des eaux et qui participent ainsi à la lutte contre les submersions marines sont autorisés sous conditions. Les aménagements liés au développement de la voie d'eau ou à la restauration écologique des milieux sont autorisés sous réserve que les remblais générés soient compensés et n'aggravent pas le niveau d'eau du phénomène de référence du PPRL.</p>	<p>Il semble n'y avoir aucune possibilité de construction de digue ou d'ouvrage de protection autre que des bassins d'expansion, est-ce bien le cas ? Dans une zone où la nappe phréatique est affleurante. Si pour créer une zone d'expansion des crues, il est nécessaire de construire des merlons (hauteur à définir) pour permettre d'atteindre le volume de stockage suffisant pour réduire la vulnérabilité d'un secteur à enjeux, est-ce que le projet sera autorisé ?</p>
23	<p>II.1.3.3 Aménagements, accès, infrastructures et réseaux les constructions et extensions d'équipements dont la fonction est liée à leur implantation (portes d'écluses, équipements portuaires, système d'endiguement...), ainsi que les travaux sur les équipements existants, sous réserve que : -le projet tienne compte du risque à hauteur du phénomène à échéance 2100, -l'ouvrage soit adapté au niveau de submersion fixé par l'aléa à échéance 2100, -il n'augmente pas les risques et n'en crée pas de nouveaux, tant au cours de la phase de travaux que de la phase de gestion et de mise en œuvre.</p>	<p>Ces dispositions sont extrêmement contraignantes car obligent la collectivité qui a pris la compétence GEMAPI à éventuellement augmenter le niveau de protection de son système d'endiguement dès que des travaux sont prévus sur ce dernier. Cette disposition est contraire au décret digues et est plus contraignante que ce dernier car elle ne permet pas à la collectivité de définir le niveau de protection qu'elle souhaite. Par exemple pour des ouvrages comme l'écluse aval du Schelfvliet ou l'écluse Vauban, les rehausses risquent d'être importantes pour atteindre ces objectifs.</p>

28	<p>II.2.3.3.1 Constructions admises sous la cote de référence Sont admises, sans mise à niveau de la surface de plancher créée au-dessus de la cote de référence, une seule fois pour chaque unité foncière, et soumises au respect des conditions du présent paragraphe, ainsi qu'aux prescriptions spécifiques de réalisation énoncées au paragraphe III.2, les occupations et utilisations des sols suivantes :</p>	<p>Aujourd'hui, cette mesure est difficile à mettre en œuvre car il n'existe pas de possibilité de suivi par les services instructeurs des permis de construire ou Déclarations Préalables. Qui doit faire se contrôle ?</p>
31	<p>II.2.3.3.4 Aménagements, accès, infrastructures et réseaux Sont soumises au respect des conditions du présent paragraphe, ainsi qu'aux prescriptions générales de réalisation rappelées au paragraphe III.6, les occupations et utilisations des sols suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● les clôtures, y compris agricoles, à condition qu'elles présentent une perméabilité supérieure à 95% et qu'elles ne fassent pas obstacle au libre écoulement des eaux ; 	<p>Comment instruire cette prescription car le service instructeur ne sera pas en capacité de calculer la perméabilité des clôtures ? C'est purement subjectif. Existe-t-il des règles ? Est-ce que la notion de « libre écoulement des eaux » peut-être définie car là aussi elle peut amener lors de l'instruction des permis de construire à une interprétation ?</p>
31	<p>II.2.3.3.4 Aménagements, accès, infrastructures et réseaux ● l'aménagement de terrains de plein air, de sport et de loisirs. Les aménagements sont effectivement admis sous réserve de ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux ;</p>	<p>Est-ce que la notion de « libre écoulement des eaux » peut-être définie ? L'instruction peut être subjective. Par exemple, une aire de jeux clôturée peut faire obstacle au libre écoulement des eaux. Cependant, tout objet fera forcément obstacle à l'écoulement. L'évaluation du libre écoulement risque d'être différemment appréciée selon les personnes.</p>
31	<p>II.2.3.3.4 Aménagements, accès, infrastructures et réseaux ● les nouveaux parkings et l'aménagement des parkings existants à l'exception des aires de stationnement de camping-cars et/ou de caravanes, aux conditions cumulatives suivantes : -qu'ils soient rendus au maximum perméables,</p>	<p>Où met-on le curseur sur le maximum. Il faudrait ajouter un critère lié à l'usage et à l'amélioration de la situation (amélioration de l'état initial ou pour du neuf compatible avec un usage). Par exemple un parking de supermarché ne peut pas être totalement en herbe car les caddies ne pourraient pas rouler.</p>
32	<p>II.2.3.3.4 Aménagements, accès, infrastructures et réseaux ● les travaux d'infrastructure publique (voirie, réseaux divers), sous les cinq conditions cumulatives suivantes : .../.... -Les remblais utilisés pour la réalisation des infrastructures routières ne peuvent avoir pour objectif de constituer un barrage à l'écoulement de l'eau. Sauf si cet équipement est réalisé dans le cadre de travaux spécifiques à la maîtrise des débits. En tout état de cause, les travaux d'infrastructures seront précédés d'études hydrauliques dont l'objet sera d'assurer la vérification de l'absence de conséquences envers les lieux situés en aval et en amont ;</p>	<p>Comment faire une étude hydraulique précise du fait que le PPRL ne nous donne pas la totalité des éléments nécessaires à cette étude, par exemple les volumes d'eau passant à tel ou tel endroit, les débits, etc....</p>
32	<p>II.2.3.3.4 Aménagements, accès, infrastructures et réseaux ● les constructions et extensions d'équipements dont la fonction est liée à leur implantation (portes d'écluses, équipements portuaires, système d'endiguement...), ainsi que les travaux sur les équipements existants, sous réserve que : -le projet tienne compte du risque à hauteur du phénomène à échéance</p>	<p>Ces dispositions sont extrêmement contraignantes car obligent la collectivité qui a pris la compétence GEMAPI à éventuellement augmenter le niveau de protection de son système d'endiguement dès que des travaux sont prévus sur ce dernier. Cette disposition est contraire au décret digues et est plus contraignante que ce dernier car elle ne permet pas à la collectivité de définir le niveau de protection qu'elle souhaite. Par exemple</p>

	<p>2100, -l'ouvrage soit adapté au niveau de submersion fixé par l'aléa à échéance 2100, -il n'augmente pas les risques et n'en crée pas de nouveaux, tant au cours de la phase de travaux que de la phase de gestion et de mise en œuvre.</p> <p>39</p> <ul style="list-style-type: none"> ● les constructions et extensions d'équipements dont la fonction est liée à leur implantation (portes d'écluses, équipements portuaires, système d'endiguement...), ainsi que les travaux sur les équipements existants, sous réserve que : -le projet tienne compte du risque à hauteur du phénomène à échéance 2100, -l'ouvrage soit adapté au niveau de submersion fixé par l'aléa à échéance 2100, -il n'augmente pas les risques et n'en crée pas de nouveaux, tant au cours de la phase de travaux que de la phase de gestion et de mise en œuvre. 	<p>pour des ouvrages comme l'écluse aval du Schelfvliet ou l'écluse Vauban, les rehausses risquent d'être importantes pour atteindre ces objectifs.</p>
<p>47</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● les constructions et extensions d'équipements dont la fonction est liée à leur implantation (portes d'écluses, équipements portuaires, système d'endiguement...), ainsi que les travaux sur les équipements existants, sous réserve que : -le projet tienne compte du risque à hauteur du phénomène à échéance 2100, -l'ouvrage soit adapté au niveau de submersion fixe par l'aléa à échéance 2100, -il n'augmente pas les risques et n'en crée pas de nouveaux, tant au cours de la phase de travaux que de la phase de gestion et de mise en œuvre. 	<p>Ces dispositions sont extrêmement contraignantes car obligent la collectivité qui a pris la compétence GEMAPI à éventuellement augmenter le niveau de protection de son système d'endiguement dès que des travaux sont prévus sur ce dernier. Cette disposition est contraire au décret digues et est plus contraignante que ce dernier car elle ne permet pas à la collectivité de définir le niveau de protection qu'elle souhaite. Par exemple pour des ouvrages comme l'écluse aval du Schelfvliet ou l'écluse Vauban, les rehausses risquent d'être importantes pour atteindre ces objectifs.</p>
<p>49</p>	<p>II.5.2.2 Dispositions applicables à la zone r1-secteur Pont de Pierre Le règlement de la <i>zone r1</i> est identique à celui de la zone bleu foncé et de la <i>zone bleu clair</i>, à l'exception des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les constructions ne pourront être autorisées que dans les conditions fixées préalablement par une étude hydraulique, à la charge du pétitionnaire, qui devra prouver l'absence d'incidence hydraulique de l'aménagement (en particulier sur la hauteur d'eau) sur la zone de projet et son environnement ; 	<p>Comment faire une étude hydraulique précise du fait que le PPRL ne nous donne pas la totalité des éléments nécessaires à cette étude, par exemple les volumes d'eau passant à tel ou tel endroit, les débits, etc....</p>
<p>51</p>	<p>II.5.5.2 Dispositions applicables à la zone r4 – enclave urbaine Grand-Fort-Philippe Le règlement de la <i>zone r4</i> est identique à celui de la zone bleu foncé et de la <i>zone bleu clair</i>, à l'exception des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les constructions ne pourront être autorisées que dans les conditions fixées préalablement par une étude hydraulique, à la charge du pétitionnaire, qui devra prouver l'absence d'incidence hydraulique de l'aménagement (en 	<p>Comment faire une étude hydraulique précise du fait que le PPRL ne nous donne pas la totalité des éléments nécessaires à cette étude, par exemple les volumes d'eau passant à tel ou tel endroit, les débits, etc....</p>

	particulier sur la hauteur d'eau) sur la zone de projet et son environnement ; III.1.2 La cote de référence : Définition et Détermination	Comment est mesurée cette cote de référence ? A partir de la surface supérieure du premier plancher ou la partie inférieure de ce même planché ?
56		
62	III.4 Prescriptions pour les étages-refuges - un anneau d'amarrage devra être installé à proximité immédiate de cet étage-refuge.	Cet anneau d'amarrage risque de ne pas être très efficace si la zone refuge donne sur un arrière de bâtiment accessible uniquement par une cour ou un jardin enclavé. De plus, il faut préciser que l'un anneau d'amarrage doit être au-dessus de la cote de référence.
64	<ul style="list-style-type: none"> ● Placer les équipements et réseaux sensibles à l'eau, les gaines et fourreaux d'entrée électrique et les coffrets d'alimentation à une cote supérieure à la cote de référence. <p>L'installation électrique sera descendante (pas de distribution de l'électricité par le sol dans le premier niveau habitable). Le schéma de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans les niveaux inondables et les extérieurs sans le couper dans les niveaux supérieurs (par exemple : installation d'un disjoncteur différentiel sur les parties de réseaux sous la cote de référence).</p>	Comment peut-on imposer de placer les gaines et fourreaux d'entrée électrique à une cote supérieure à la cote de référence alors que le réseau d'alimentation arrive en souterrain ? Cette prescription risque d'être difficile à mettre en œuvre.
65	III.5.2 Cas n° 2 : aménagement du logement ou de l'activité à l'étage supérieur. III.5.2.1 Prescriptions constructives : <ul style="list-style-type: none"> - résistance des fondations aux affouillements, tassements différentiels et érosions (fondations sur pieux ou sur puits en cas de sous-sol peu compact), - résistance des murs aux pressions hydrostatiques, aux chocs et à l'immersion (au moyen par exemple de : chaînage vertical et horizontal de la structure, utilisation de matériaux de construction non putrescibles et non corrodables sous la cote de référence et arase étanche, étanchéification des murs extérieurs, etc.), 	Comment peut-on imposer ces deux prescriptions dans le cas n°2, ces prescriptions sont extrêmement lourdes et techniquement difficiles à mettre en œuvre sur un bâtiment existant et probablement supérieur à 10% de la valeur vénale des biens ?
65	III.5.2 Cas n° 2 : aménagement du logement ou de l'activité à l'étage supérieur. III.5.2.1 Prescriptions constructives : <ul style="list-style-type: none"> ● Placer les équipements et réseaux sensibles à l'eau, les gaines et fourreaux d'entrée électrique et les coffrets d'alimentation à une cote supérieure à la cote de référence. <p>L'installation électrique sera descendante (pas de distribution de l'électricité par le sol dans le premier niveau habitable). Le schéma de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans les niveaux inondables et les</p>	Comment peut-on imposer de placer les gaines et fourreaux d'entrée électrique à une cote supérieure à la cote de référence alors que le réseau d'alimentation arrive en souterrain ? Cette prescription risque d'être difficile à mettre en œuvre.

	extérieurs sans le couper dans les niveaux supérieurs (par exemple : installation d'un disjoncteur différentiel sur les parties de réseaux sous la cote de référence).	
66	<p>III.6 Prescriptions pour les aménagements, accès, infrastructures et réseaux</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Le stationnement public devra être rendu le plus perméable possible pour assurer l'infiltration maximale des eaux en place et l'exploitant devra s'assurer de l'information par voie d'affichage du caractère inondable de l'aménagement et prendre toute disposition pour interdire l'accès et organiser l'évacuation à partir de la première diffusion de message d'alerte, 	<ul style="list-style-type: none"> - Comment sur le domaine public peut-on matérialiser les places de stationnement qui seront en zone inondable par voie d'affichage ? On risque de multiplier les signalisations car une même rue peut avoir plusieurs tronçons en zone inondable et d'autres hors de cette zone. Ce sera extrêmement complexe à mettre en œuvre. - L'organisation de l'évacuation des véhicules stationnés sur le domaine public sera impossible à mettre en œuvre. A partir de quel niveau d'alerte faut-il faire l'évacuation des véhicules ? Si cette évacuation n'est pas faite ou pas terminée, la responsabilité du Maire risque d'être engagée alors qu'en période de crise il n'aura pas forcément les moyens de faire appel à des entreprises pouvant réaliser ces tâches si toutes les communes du littoral font les mêmes demandes en même temps. <p>Changer le titre car dans le texte il y a ensuite des prescriptions et des recommandations. Il faut mettre prescriptions et recommandations.</p>
67	III.7 Prescription concernant les activités exigeant la proximité de la mer	Changer le titre car dans le texte, il y a ensuite des prescriptions et des recommandations. Il faut mettre prescriptions et recommandations.
68	III.8 Prescriptions pour les bâtiments et activités agricoles	Changer le titre car dans le texte, il y a ensuite des prescriptions et des recommandations. Il faut mettre prescriptions et recommandations.
77	<p>IV.2.5 Mesures obligatoires spécifiques aux gestionnaires de réseaux ou d'équipements sensibles</p> <p>Les gestionnaires de réseaux ou d'équipements sensibles devront, dans un délai de 2 ans à compter de l'approbation du présent PPRL, réaliser un diagnostic vis-à-vis du risque,...</p> <ul style="list-style-type: none"> ● stations d'épuration des eaux usées, ● décharges sensibles ● production d'eau potable, ● transformateurs EDF, armoires Télécoms, ● usines, activités industrielles, ● bases de loisirs, etc., ● centres de secours, ● bâtiments collectifs. <p>Puis dans un délai de 5 ans à compter de l'approbation du présent PPRL, les mesures nécessaires identifiées par le diagnostic, devront être mises en œuvre par le gestionnaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Est-ce qu'il existe des guides car ces activités sont très diverses ? - Quels sont les bâtiments collectifs concernés, est-ce que ça concerne les immeubles d'habitations collectives ? - Jusqu'où doivent aller les travaux prescrits par le diagnostic, c'est difficile à identifier en l'absence de référentiel identifié.

IV.3.3 Pour les gestionnaires de réseaux ou d'équipements sensibles

IV.3.3.1 Assainissement

L'ensemble du réseau d'assainissement des eaux usées pourra être rendu étanche (tampons de regards notamment) de manière à limiter l'intrusion d'eaux parasites dans le réseau et en tête de station d'épuration.

Pour les stations d'épuration, le choix du site en zone inondable doit résulter d'une analyse démontrant qu'il s'agit, parmi les partis envisagés, du meilleur équilibre entre les enjeux hydrauliques, économiques et environnementaux.

Toute mesure doit être recherchée pour :

- limiter la gêne de la station sur l'écoulement de l'eau et l'étalement des eaux,
- diminuer la vulnérabilité,
- éviter les risques de pollution en favorisant notamment une remise en fonctionnement rapide après la submersion.

IV.3.3.2 Électricité – Téléphone – Gaz

Il est recommandé de prendre en compte la cote de référence pour la mise en place et l'adaptation des transformateurs, armoires de répartition, etc.

Un dispositif de coupure des réseaux électriques pourra être placé hors d'atteinte de la cote de référence. Il pourra être utilisé en cas d'inondation et isolera la partie des installations située au-dessous de celle-ci.

Ces recommandations seront pour certaines probablement déjà visées par les diagnostics prescrits à réaliser dans les 2 ans.
On aura donc les mêmes mesures qui seront prescrites et recommandées.
Cela va apporter des confusions.

